

Recherches sociographiques



Femmes et pouvoir. La révolution tranquille

Diane Lamoureux

Volume 36, numéro 2, 1995

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056975ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056975ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lamoureux, D. (1995). Compte rendu de [*Femmes et pouvoir. La révolution tranquille*]. *Recherches sociographiques*, 36 (2), 392–394.

<https://doi.org/10.7202/056975ar>

Une sœur sur cinq entrée en communauté dans les années 1940 quittera la vie religieuse. Ce sera le cas d'une sur trois pour celles entrées dans les années 1950 et finalement d'une sur deux pour celles qui ont prononcé leurs vœux dans les années 1960. Il appert que les religieuses délaissent beaucoup moins le voile lorsqu'elles détiennent des postes de direction ou de cadre dans des établissements et que les sorties sont improbables chez celles dont la dernière obédience consiste en un poste de direction ou d'administration aux échelons supérieurs (généralat ou provincialat) de leur communauté. Par ailleurs, les étudiantes à plein temps sortent beaucoup plus que les autres.

Plus de 80 % des religieuses sont issues de familles formées de six enfants et plus. La très grande majorité est issue des classes populaires et une forte proportion des vocations religieuses se développe à la campagne. Au moment où l'Église tient un discours d'opposition à l'exode rural et à l'urbanisation, elle suscite une multitude de vocations religieuses féminines qui ont pour effet de déplacer des milliers de femmes, de la campagne à la ville, du monde rural au monde urbain. «La capacité de prélever des filles en grand nombre — fussent-elles volontaires — pour en faire des religieuses est une marque significative du pouvoir dont l'Église dispose dans la société.» (P. 311.) Les femmes ainsi recrutées par l'Église ne sont pas disponibles pour les autres hommes (pères, conjoints, etc.) mais, par ailleurs, l'ensemble de la société va bénéficier du travail gratuit effectué dans le cadre des services offerts par leur communauté. Elles n'appartiennent pas à un homme mais leur travail profite à l'ensemble de la société. Cette capacité d'orchestrer un aussi vaste échange social constitue un autre indice pour mesurer le pouvoir de l'Église. Ce qui permet aux auteures de soutenir que «la vocation religieuse exprime et actualise la relation entre l'Église et la société, relation ancrée dans la famille. Cet ancrage assure la reproduction de l'Église par les femmes et de son hégémonie dans la société.» (P. 312.)

Marie-Andrée Roy

*Département des sciences religieuses,
Université du Québec à Montréal.*

Femmes et pouvoir. La révolution tranquille, Québec, Les Publications du Québec, 1993, 98 p.

Cette brochure fait état du poids relatif des femmes dans les structures de pouvoir: un poids plume! Malgré tout, le ton est à l'optimisme. En effet, on note une très lente progression des femmes dans les structures de pouvoir, progression qui peut nous laisser l'espoir de compléter notre Révolution tranquille un siècle après l'autre, si la tendance se maintient, évidemment, comme dans toute bonne soirée électorale.

L'ouvrage se divise en deux parties. La première est analytique et discute la place relative des femmes dans certains lieux de pouvoir. La deuxième comprend des tableaux statistiques qui permettent de mesurer l'évolution de la situation en prenant comme point de comparaison, dans la plupart des cas, l'année 1985. Le fait d'avoir une si faible amplitude temporelle nuit évidemment à l'appréciation des tendances plus longues et permet mal de corriger les distorsions inévitables lorsqu'on joue avec des nombres si peu élevés dans certains cas que l'on pourrait nommer les personnes derrière les tableaux statistiques.

Le premier chapitre aborde le pouvoir politique et situe les obstacles que rencontrent les femmes dans « la manière dont le pouvoir politique s'est façonné et dont il est traditionnellement exercé, de même que [dans] la double tâche qui empêche trop souvent les femmes d'investir les efforts nécessaires pour "réussir" une carrière politique » (p. 3). On constate cependant que les femmes ont marqué des progrès, que les comtés perdus d'avance ne leur sont plus systématiquement attribués, que le taux de succès des candidates tend à se rapprocher de celui des candidats, mais... qu'il y a encore peu de candidates et donc, *a fortiori*, d'élues. Ceci vaut pour les parlements fédéraux et provinciaux. Quant au Sénat, il semble que les femmes n'attirent pas la nomination puisque leur proportion y est plus faible qu'à la Chambre des communes. En ce qui concerne les municipalités, les chiffres peuvent être interprétés de diverses manières, mais là encore il y a progrès.

Le deuxième chapitre porte sur la magistrature. On y apprend que la plus forte représentation des femmes se situe dans la composante québécoise de la Cour suprême (1 femme sur 3 juges), ce qui est quand même un peu farfelu lorsqu'on regarde les nombres en cause. On découvre également que les magistrates ont des spécialités : la protection de la jeunesse et la commission des droits de la personne. Et on espère que la présence croissante des femmes parmi les membres du Barreau fera monter le niveau.

Le troisième chapitre porte sur l'administration publique. On y constate que les femmes n'obtiennent que 42,6% des postes de ce secteur avec un tropisme bien marqué vers les échelons inférieurs. On y découvre également la relative inefficacité des programmes d'accès à l'égalité : malgré des objectifs numériques peu ambitieux, les programmes accusent des retards importants et il y a fort à parier que les mesures actuelles de « dégraissage » dans ces secteurs ralentissent encore l'accès des femmes à des postes de responsabilité.

Le quatrième chapitre porte, un peu bizarrement, sur l'enseignement considéré dans son ensemble comme un lieu de pouvoir puisque l'on y modèle les esprits. Aucune surprise : les femmes sont omniprésentes au préscolaire et au primaire et leur nombre se raréfie lorsqu'on arrive à l'université. Si l'on regarde du côté des administrations scolaires, la place des femmes n'est pas encore celle qu'elle était... *avant* la Révolution tranquille. Comme quoi le progrès est une notion bien relative !

Le cinquième chapitre porte sur les postes de direction dans les domaines de la santé et des services sociaux. On y apprend, sans trop de surprise, que les femmes sont plus présentes dans les domaines liés au communautaire, comme les CLSC, que dans les hôpitaux. L'étude, portant essentiellement sur les conseils d'administration, ne prend par ailleurs pas en compte la sous-représentation des femmes dans la hiérarchie médicale et dans les postes de direction effective des établissements.

Le sixième chapitre concerne les conseils régionaux de développement. Là encore le pourcentage de femmes diminue à mesure que l'on grimpe dans la petite hiérarchie. De plus, cette représentation se situe essentiellement dans les organismes communautaires.

Le septième chapitre aborde le secteur économique en tenant essentiellement compte du Mouvement Desjardins. Si les femmes sont plus présentes dans cette institution qu'ailleurs dans le monde économique, c'est encore une fois à la base de la hiérarchie. Plus on monte, plus les femmes disparaissent, malgré le caractère souvent électif des postes de responsabilités.

Le dernier chapitre porte sur les syndicats et les associations professionnelles. Là encore, peu de surprise. Les femmes sont plus présentes à la direction de la CEQ que des autres centrales syndicales, parce qu'elles constituent 60% des membres de cette centrale. Quant aux associations professionnelles, en l'absence de données sur la présence des femmes en leur sein, on peut difficilement évaluer leur représentation à la direction.

L'étude avance quelques conclusions intéressantes. D'abord, que les femmes accèdent plus facilement aux postes de pouvoir par la nomination ou par l'élection que par l'embauche et la promotion. Comme je l'ai mentionné précédemment, ceci rend sceptique quant à l'efficacité des programmes d'action positive. Cependant l'étude fait une profession de foi dans les vertus de l'action positive. Ensuite, on souligne la place accrue des femmes dans la sphère publique de l'activité sociale, même si elles sont surreprésentées au bas de l'échelle. Enfin, on cherche à expliquer cette situation par le fait que les rapports sociaux de sexe n'ont guère évolué dans la sphère privée, ce qui expliquerait que certaines hésiteraient devant la «triple tâche» inhérente à l'exercice de responsabilités.

De telles études sont intéressantes, mais limitées. D'abord, la définition du pouvoir est tellement large qu'on s'y retrouve relativement peu. Ensuite, la période couverte (la plupart des tableaux statistiques comparent deux chiffres) ne permet de tirer aucune conclusion sûre quant aux tendances. En outre, les chiffres absolus sont souvent tellement minimes qu'une augmentation en pourcentage a autant de valeur que les pourcentages d'un plan quinquennal stalinien. Enfin les données restent encore très fragmentaires.

Diane LAMOUREUX

*Département de science politique,
Université Laval.*

Évelyne TARDY, Francine DESCARRIES, Lorraine ARCHAMBAULT, Lyne KURTZMAN et Lucie PICHÉ (dirs), *Les Bâtisseuses de la Cité*, Montréal, Association canadienne-française pour l'avancement des sciences, 1993, 407 p.

À l'occasion du 350^e anniversaire de la ville de Montréal, Évelyne Tardy et son équipe de l'Université du Québec à Montréal se sont lancées dans la folle aventure d'interroger et de commencer à combler les «énormes lacunes» dans nos connaissances au sujet de la participation des femmes au développement de la cité. Elles ont communiqué leur passion et leur curiosité à plus de deux cents autres femmes qui ont répondu avec enthousiasme à leurs deux grandes entreprises: un colloque organisé dans le cadre de l'ACFAS d'où est tiré le livre *Les Bâtisseuses de la Cité* et une vaste entreprise historique lancée au moment du colloque dont le résultat a été publié en 1994 par Maryse DARSIGNY, Francine DESCARRIES, Lyne KURTZMAN et Évelyne TARDY (dirs), sous le titre *Ces femmes qui ont bâti Montréal. La petite et la grande histoire des femmes qui ont marqué la vie de Montréal depuis 350 ans*, aux Éditions du Remue-Ménage. La galerie de portraits des bâtisseuses de Montréal qui en résulte est inestimable et les deux livres se savourent, un chapitre à la fois, pour le pur plaisir d'y faire la connaissance tantôt d'une femme, tantôt d'un groupe de femmes, tantôt d'une voix de femmes qui a marqué l'édification de la cité.